

Cadre réservé à l'administration		
Date de réception	Dossier complet le	N° d'enregistrement
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Dossier d'examen au cas par cas par l'Autorité Environnementale,
dans le cadre de la modification n°1 du SPR de
COMBOURG (35270)
sous forme d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du
Patrimoine (AVAP)

Commune de Combourg

05/01/2023

SOMMAIRE

INTRODUCTION	p. 3
1- DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU DOCUMENT	p. 5
1-1 Intitulé du projet	
1-2 Identification de la personne publique responsable	
1-3 Caractéristiques principales de la procédure	
1-4 Caractéristiques générales du territoire	
Document et schémas - servitudes	
2- SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	p. 8
2-1 Milieu physique	
2-2 Milieux aquatiques	
2-3 Milieux naturels et biodiversité	
2-4 Patrimoine et paysages	
2-5 Nuisances et risques	
2-6 Déchets	
2-7 Energies	
3- COMPATIBILITE AVEC LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD) DU PLU ET PADD DU PROJET DE PLUi	p. 13
4- ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET CARACTERISTIQUES DES INCIDENCES POTENTIELLES DU PROJET	p. 14
4-1 Limitation de la consommation d'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
4-2 Préservation des paysages, du patrimoine naturel et bâti	
4-3 Gestion de la ressource en eau	
4-4 Prise en compte des nuisances, pollutions et prévention des risques	
4-5 Réduction de la consommation d'énergie et développement de la production des énergies renouvelables	

ANNEXES -

Annexe 1 : Minute du dossier de modification n°1 d'AVAP

Annexe 2 : le dossier de création de l'AVAP

Annexe 3 : Délibération de prescription de modification n°1 de l'AVAP

Annexe3 : Rapport de présentation du PLU comportant l'évaluation environnementale du PLU soumis à la MRAE le 13 janvier 2020

INTRODUCTION

La directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (EIPPE) prévoit que certains documents d'urbanisme doivent, en raison de leurs incidences sur l'environnement, faire l'objet d'une évaluation environnementale soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas par l'autorité administrative de l'État désignée à cet effet.

Suite à la promulgation de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, dite loi Grenelle 2, les Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sont concernées par ces dispositions : la procédure de demande d'examen au cas par cas pour les plans et programmes a été introduite par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n° 2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement. Son objectif est d'identifier en amont, parmi les plans et programmes visés par l'article R. 122-17-II du code de l'environnement, ceux qui sont susceptibles d'avoir des impacts notables sur l'environnement et donc de faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Il résulte de l'article R. 122-17 du code de l'environnement que les élaborations, révisions et modifications des AVAP (visés par le 8° de l'article R. 122-17-II) relèvent de l'examen au cas par cas.

L'article R 122-8 du code de l'environnement définit les informations à joindre à la demande :

« Dès qu'elles sont disponibles et, en tout état de cause, à un stade précoce dans l'élaboration du plan[...] la personne publique responsable transmet à l'autorité de l'État compétente en matière d'environnement les informations suivantes :

une description des caractéristiques principales du plan, schéma, programme ou document de planification, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités;
une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification ;
une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. »

La ou les collectivité(s) concernée(s) saisissent l'autorité environnementale compétente (Préfet de département pour les AVAP), laquelle, dans le cadre du cas par cas, dispose de 2 mois pour se prononcer sur la nécessité de la réalisation ou non d'une évaluation environnementale.

A réception de ces informations, l'autorité environnementale dispose donc de deux mois pour rendre sa décision motivée de soumettre ou non le document d'urbanisme à évaluation environnementale. L'absence de décision au terme de ce délai vaut obligation de réaliser l'évaluation. La décision de l'autorité environnementale est publiée sur son site internet et jointe, le cas échéant, au dossier d'enquête publique.

MOTIVATION DE LA MODIFICATION n°1 DE L'AVAP

La commune de Combourg a approuvé une AVAP (Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) valant SPR (Site patrimonial remarquable) par délibération du conseil municipal du 13 décembre 2017.

Cette servitude d'utilité publique s'applique à toutes autorisations d'urbanisme localisées au sein de ce périmètre.

La commune de Combourg engage la modification n°1 du règlement écrit de l'AVAP -SPR, afin de permettre et d'encadrer les dispositifs d'énergie renouvelable sur les toitures.

La rédaction actuelle du règlement de l'AVAP :

IV.1. constructions, ouvrages, installations et travaux visant l'exploitation des énergies renouvelables

IV.1.2. les capteurs solaires photovoltaïques, panneaux, ardoises solaires

b. Bâti existant non protégé et bâti neuf :

« l'installation de panneaux ou d'ardoises photovoltaïques est admise, sur les couvertures non visibles de l'espace public, à condition de s'insérer dans la composition de la couverture et de former l'ensemble du pan de couverture de manière homogène »

La modification permettrait de rendre possible l'implantation de panneaux solaires sur les bâtiments publics, les équipements collectifs avec le souhait d'intégrer également les bâtiments d'activités économiques ainsi que des ombrières photovoltaïques

La modification consiste à compléter les dispositions réglementaires relatives aux dispositifs solaires et photovoltaïques, sur les immeubles d'intérêt collectif et d'activités ou de commerces de grande dimension, à savoir,

1. En centre bourg, mais à l'écart du cœur historique, le choix communal a porté sur des bâtiments non protégés, de taille appropriée et susceptibles d'évoluer
2. Au secteur urbain nord un peu déconnecté du centre ancien, en généralisant la possibilité de couverture photovoltaïque (essentiellement une zone d'activités)
3. Au secteur naturel des équipements sportifs du Vieux-Chatel dont les bâtiments existants sont d'architecture récente

Ces dispositions ont été validées par la Commission Locale du SPR.

1- DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU DOCUMENT

1-1 INTITULE DU PROJET

Procédure concernée	Territoire concerné
SPR de COMBOURG Modification n°1 de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine – Prescrite par délibération du Conseil Municipal du 24 mai 2023	Commune de COMBOURG Périmètre SPR/AVAP non modifié

1-2 IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE RESPONSABLE

Personne publique responsable	Commune de COMBOURG
Nom et coordonnées de la personne à contacter	Géraldine GIARD, Service Urbanisme Mairie Rue de la Mairie 35270 COMBOURG
Téléphone	02.99.73.37.92
Courriel	ggiard@combours.com

1-3 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA PROCEDURE

Objectifs de cette procédure <u>Annexe1</u> : délibération de prescription engageant la procédure		
La modification consiste à compléter les dispositions réglementaires relatives aux dispositifs solaires et photovoltaïques, sur les immeubles d'intérêt collectif et d'activités ou de commerces de grande dimension, à savoir, <ol style="list-style-type: none"> 1. En centre bourg, mais à l'écart du cœur historique, le choix communal a porté sur des bâtiments non protégés, de taille appropriée et susceptibles d'évoluer. 2. Au secteur urbain nord un peu déconnecté du centre ancien, en généralisant la possibilité de couverture photovoltaïque (essentiellement une zone d'activités). 3. Au secteur naturel des équipements sportifs du Vieux-Chatel dont les bâtiments existants sont d'architecture récente. 		
Document existant précédemment	AVAP créée le 13 décembre 2017	
Document possédant une évaluation environnementale	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Document existant précédemment	PLU approuvé le 17 décembre 2020	
Document possédant une évaluation environnementale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui Avis MRAe n°2020-007834 du 11/06/2020	<input type="checkbox"/> Non

1-4 CARACTERISTIQUES GENERALES DU TERRITOIRE

Nom de la commune	COMBOURG
Nombre d'habitants (population municipale)	6 082 habitants (INSEE 2020)
Superficie du territoire (commune)	63,55 km ²
Superficie du SPR	10,96 km ² 1 096 ha

DOCUMENTS ET SCHEMAS – SERVITUDES (AC1 et AC2)

SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale)	SCOT des Communautés du Pays de Saint-Malo Approuvé le 08/12/2017 Modification simplifiée n°1 approuvée le 06/03/2020
PLU Plan Local de l'Urbanisme	PLU approuvé le 17/12/2020 Modification simplifiée n°1 approuvée le 22/06/2022
PLUi Plan Local de l'Urbanisme intercommunal	En cours d'élaboration prescrit le 31/05/2018 par la CDC Bretagne Romantique
PLH (Programme Local de l'Habitat)	néant
SDAGE (Schéma départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux)	SDAGE DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE 2022/2027 adopté le 04/04/2022
SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux)	4 SAGE : le Sage Rance, Frémur et Baie de la Beaussais le Sage Bassins côtiers de la région de Dol-de-Bretagne le Sage Couesnon le Sage Vilaine
SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique)	SRCE BRETAGNE adopté le 02/11/2015
SRADET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires)	SRADET approuvé le 16/03/2021

Atlas zones inondables	Atlas zones inondables de Bretagne 2012 (Linon)
Sites protégés (Site classé ou inscrit)	<p>Etang de Combourg : Site classé par arrêté ministériel du 27/06/1945</p> <p>Parc du château : Site inscrit par arrêté ministériel du 27/07/1944</p>
MH (Monuments Historiques classés ou inscrits)	<p>Château : façades et toitures, salle de garde et vestibule classé par arrêté MH du 02.08.1966</p> <p>Château : restes de l'édifice inscrit par arrêté MH du 15.12.1926</p> <p>La Maison de la Lanterne inscrite MH le 06/05/1966</p> <p>Le manoir du Grand Trémaudan inscrit MH le 26/09/2005</p> <p>MH sur commune voisine : Château de Lanrigan inscrit par arrêté MH du 26.03.1973</p>

2- SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2-1 MILIEU PHYSIQUE

CLIMATOLOGIE
Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP
GEOLOGIE ET NATURE DES SOLS
Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP
RELIEF
Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP

2-2 MILIEUX AQUATIQUES

RESEAU HYDROGRAPHIQUE
<p>Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP</p> <p>Les modifications ne portent pas sur des espaces du réseau hydrographique ; elles ne sont pas de nature à impacter le réseau hydrographique.</p>
QUALITE DES EAUX
<p>Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP</p> <p>Les modifications n'ont pas d'incidences sur la qualité des eaux pluviales.</p>
EAU POTABLE
<p>Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP</p> <p>Les modifications n'ont pas d'incidences sur la qualité et la gestion de l'eau potable.</p>
EAUX USEES
<p>Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP</p> <p>Les modifications n'ont pas d'incidences sur la gestion des eaux usées.</p>
EAUX PLUVIALES
<p>Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP</p> <p>Les modifications n'ont pas d'incidences sur la gestion des eaux pluviales.</p>

2-3 MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

NATURA 2000 ET INVENTAIRES	
Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP	
Natura 2000	Sans objet
Zones d'inventaires SNIEFF ; ZICO	<p>L'Etang de Combourg « Lac Tranquille », et l'Etang de Trémigon sont classés en ZNIEFF1. Elles sont comprises dans le périmètre du SPR.</p> <p>Les modifications ne portent pas sur des espaces d'inventaires ; elles ne sont pas de nature à impacter les milieux naturels sensibles.</p>

INVENTAIRES ZONES HUMIDES	
Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP	
Zones humides (inventaire communal complété sur secteurs à enjeux dans le cadre de la révision du PLU)	<p>Environ 731 ha de zones humides identifiées soit plus de 1 % du territoire communal Prairies situées près des cours d'eau principaux (Trémigon Fersac-Bouteillerie, Linon...)</p> <p>Les modifications ne portent pas sur des zones humides inventoriées ; elles ne sont pas de nature à impacter ces espaces.</p>

CONTINUITES ECOLOGIQUES : LA TRAME VERTE ET BLEUE	
Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP (voir page 170 du rapport de présentation du PLU)	

2-4 PATRIMOINE ET PAYSAGES

ARCHEOLOGIE (Code du Patrimoine)

Cf. Rapport de présentation du PLU pages 77 à 83

54 zones de présomption de prescription archéologique

Les immeubles identifiés pour possibilités de couvertures photovoltaïques, les secteurs PUE et PNe se situent hors zones de présomption de prescription archéologique.

PATRIMOINE BATI

Monuments classés et inscrits (Code du Patrimoine) :

Château : façades et toitures, salle de garde et vestibule classé par arrêté MH du 02.08.1966

Château : restes de l'édifice inscrit par arrêté MH du 15.12.1926

La Maison de la Lanterne inscrite MH le 06/05/1966

Le manoir du Grand Trémaudan inscrit MH le 26/09/2005

MH sur commune voisine : Château de Lanrigan inscrit par arrêté MH du 26.03.1973

En SPR les effets des abords des Monuments Historiques sont suspendus.

PATRIMOINE NATUREL

Sites protégés :

Etang de Combourg : Site classé par arrêté ministériel du 27/06/1945

Parc du château : Site inscrit par arrêté ministériel du 27/07/1944

Les immeubles et secteurs objets de la modification se situent hors Sites protégés.

PAYSAGES

Cf le diagnostic et le rapport de présentation de l'AVAP créée le 13 décembre 2017

6 entités paysagères :

- Le plateau bocager nord
- Le plateau bocager sud
- Le coteau sud
- Le coteau nord
- La vallée du Linon et le vallon de la Bouteillerie
- La ville est son écrin vert

Cf. Rapport de présentation du comportant l'évaluation Environnementale du PLU

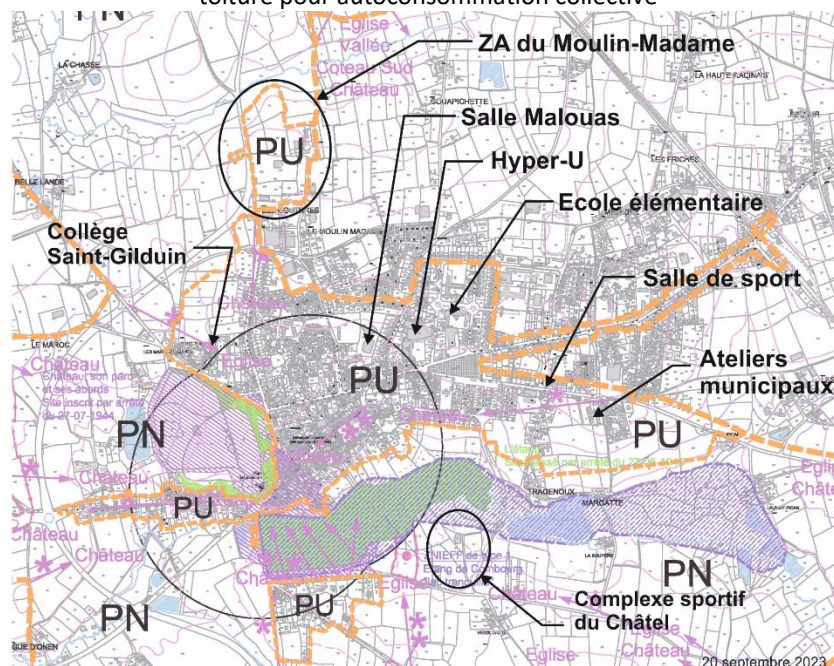
La demande de la collectivité porte sur une modification du règlement de l'AVAP pour autoriser les couvertures photovoltaïques pour des bâtiments visibles de l'espace public.

Les bâtiments concernés sont des bâtiments d'assez grande taille. L'intérêt porte sur l'importance des surfaces disponibles et leur capacité de s'inscrire dans un plan énergie à l'occasion des travaux, de leurs modifications, voire de leurs remplacements.

Il s'agit de bâtiments publics, d'équipements publics ou privés d'enseignement, de bâtiments d'activités artisanales ou commerciales.

L'incidence paysagère de la possibilité de toitures photovoltaïques : le choix des immeubles susceptible de recevoir une couverture photovoltaïque a été examinée en fonction des perspectives et du rapport à l'ensemble urbain.

Localisation, en PU de l'AVAP, des bâtiments et espaces potentiels pour un équipement photovoltaïque de toiture pour autoconsommation collective



2-5 NUISANCES ET RISQUES

POLLUTIONS – NUISANCES - RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES
Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale).
<i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur les nuisances et risques</i>

2-6 DECHETS

DECHETS
Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale)
<i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur la gestion des déchets</i>

2-7 ENERGIES

ENERGIE
Cf. Rapport de présentation du PLU (état initial de l'environnement, évaluation environnementale) et Diagnostic de l'AVAP
<u><i>Les modifications ont une incidence positive le développement des énergies renouvelables et sur les économies d'énergies.</i></u>
<i>La modification doit permettre de rendre possible l'implantation de panneaux solaires sur les bâtiments publics, les équipements collectifs avec le souhait d'intégrer également les bâtiments d'activités économiques ainsi que des ombrières photovoltaïques</i>
<i>La modification consiste à compléter les dispositions réglementaires relatives aux dispositifs solaires et photovoltaïques, sur les immeubles d'intérêt collectif et d'activités ou de commerces de grande dimension</i>

3- COMPATIBILITE AVEC LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD) ET PADD DU PROJET DE PLUi

Le PADD du PLU n vigueur (débattu le 25/04/2019)

Date du débat relatif aux orientations du PADD	Le PADD a été débattu en Conseil Communautaire en date du 25/04/2019
Grands axes du projet d'aménagement PLU	
<p>Cf. Rapport de présentation du PLU, page 222 à 231</p> <p>Cf PADD du PLU</p> <p><i>L'AVAP est conforme au PADD du PLU</i></p>	

Le PADD du PLUi à l'étude (débattu le 30/03/2023)

Grands axes du projet d'aménagement PLUi
<p>Cf PADD du PLUi Bretagne Romantique</p> <p><i>Orientation 5 - LE RENFORCEMENT DES ESPACES DE NATURE ET LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES LOCALES</i></p> <p><i>Sous orientation - Développer la production d'énergies renouvelables à partir de ressources diversifiées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Soutenir l'implantation de dispositifs de production individuel ou collectifs,</i> - <i>Donner des objectifs de production d'énergie renouvelables sur des secteurs ciblés.</i> <p><i>L'AVAP est conforme au PADD du PLUi</i></p>

4- ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET CARACTERISTIQUES DES INCIDENCES POTENTIELLES DU PROJET

4-1 LIMITATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET MAITRISE DE L'ETALEMENT URBAIN

L'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine n'a pas pour vocation de régler le droit des sols ; toutefois la protection du patrimoine et du paysage introduit une forme de régulation dans la maîtrise de l'urbanisation et de l'artificialisation du territoire :

Le bâti protégé a pour effet de maintenir la densité propre aux quartiers les plus protégés. Dans les espaces concernés le renouvellement urbain reste modéré, afin de préserver le patrimoine, les espaces libres qui y sont attachés et la qualité de la vie urbaine. Toutefois, l'AVAP ne fige pas la totalité des espaces bâtis et laisse place aux opérations de démolitions-reconstructions, donc à l'accueil d'une population en ville et non en étalement urbain.

La protection du patrimoine bâti justifie les actions de reconquête de la vacance, donc de recevoir de nouveaux habitants en centre-ville.

La protection paysagère, pour l'AVAP est limitée aux périmètres et secteurs de l'AVAP. Les espaces paysagers non bâtis et inscrits dans l'AVAP sont protégés.

La maîtrise de l'étalement urbain relève pour sa part du PLU.

La modification consiste à compléter les dispositions réglementaires relatives aux dispositifs solaires et photovoltaïques, sur les immeubles d'intérêt collectif et d'activités ou de commerces de grande dimension, pas sur des espaces libres, agricole ou naturels.

Les modifications n'ont pas d'incidences sur la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

4-2 PRESERVATION DES PAYSAGES, DU PATRIMOINE NATUREL ET BATI

Espaces de biodiversité et continuités écologiques	
Document ou entité concerné(e)	INCIDENCES DES MODIFICATIONS DE L'AVAP
Espaces agricoles ou naturels	<p>Cf. Évaluation Environnementale du PLU</p> <p><i>La modification consiste à compléter les dispositions réglementaires relatives aux dispositifs solaires et photovoltaïques, sur les immeubles d'intérêt collectif et d'activités ou de commerces de grande dimension, pas sur des espaces libres, agricole ou naturels.</i></p> <p><i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.</i></p>
Continuités écologiques connues ou repérées	<p>Cf. Évaluation Environnementale du PLU</p> <p><i>La modification consiste à compléter les dispositions réglementaires relatives aux dispositifs solaires et photovoltaïques, sur les immeubles d'intérêt collectif et d'activités ou de commerces de grande dimension, pas sur des espaces libres, constitutifs de continuités écologiques ou trames verte et bleue.</i></p> <p><i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur les continuités écologiques et TVB</i></p>
Inventaires environnementaux	<i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur les zones sensibles inventoriées au titre des inventaires environnementaux (znief)</i>
Sites protégés	<i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur les sites inscrits (étang de combourg) et classés (parc du château)</i>
Zones humides, cours d'eau et plans d'eau	<i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur les zones humides et sur la trame bleue.</i>
Espaces boisés, forestiers et bocagers	<i>Les modifications ne portent pas sur des espaces boisés ou bocagers. Elles n'ont pas d'incidences sur la trame verte.</i>
Espaces verts	<p><i>Pas de modification d'espaces verts.</i></p> <p><i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur ces espaces.</i></p>

Patrimoine bâti et historique	
Document ou entité concerné(e)	INCIDENCES MODIFICATIONS DE L'AVAP
Patrimoine bâti	<p>Sans objet</p> <p>Pas de modification relative au bâti protégé, identifié à l'AVAP.</p> <p><i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur les immeubles protégés par l'AVAP.</i></p>
Zones de protection /présomption archéologique	<p>Sans objet</p> <p>immeubles identifiées pour possibilités de couvertures photovoltaïques, secteurs PUE et PNe hors zones de présomption de prescription archéologique)</p> <p><i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur l'archéologie.</i></p>
Inventaires et protections patrimoniales Monuments historiques	<p><i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur les monuments protégés.</i></p> <p><i>En SPR les effets des abords sont suspendus.</i></p>

Paysages	
Paysages	<p><i>La demande de la collectivité porte sur une modification du règlement de l'AVAP pour autoriser les couvertures photovoltaïques pour des bâtiments visibles de l'espace public.</i></p> <p><i>Les bâtiments concernés sont des bâtiments d'assez grande taille. L'intérêt porte sur l'importance des surfaces disponibles et leur capacité de s'inscrire dans un plan énergie à l'occasion des travaux, de leurs modifications, voire de leurs remplacements.</i></p> <p><i>Il s'agit de bâtiments publics, d'équipements publics ou privés d'enseignement, de bâtiments d'activités artisanales ou commerciales.</i></p> <p><i>L'incidence paysagère de la possibilité de toitures photovoltaïques : le choix des immeubles susceptible de recevoir une couverture photovoltaïque a été examinée en fonction des perspectives et du rapport à l'ensemble urbain.</i></p> <p>Pour ne pas perturber l'harmonie du bâti ancien et des quartiers en continuité, il est retenu le principe d'adapter le règlement de l'AVAP aux édifices dont l'aspect est hors normes architecturales traditionnelles de fait (édifice dont l'architecture se présente déjà comme de grands hangars, salles, activités, groupes scolaires, etc).</p> <p>Quatre aspects d'appréciation paysagères sont pris en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ L'ensemble urbain dense d'intérêt historique et la cohérence du jeu des toitures d'ardoises ○ Les vues en rapport au château (notamment du haut du château), ○ Les vues depuis la rive sud de l'étang ○ Les vues depuis le coteau nord <p>. Dans le secteur du centre ancien et sa couronne d'habitat homogène (PU) :</p> <p>Il est proposé de localiser les bâtiments concernés par un encadrement bleu porté au plan et d'accorder pour ceux-ci la possibilité d'une couverture photovoltaïque, visible de l'espace public dans les conditions d'aspect sont définies au règlement ; cette possibilité pourra être admise pour leurs extensions.</p> <p>. Au secteur urbain nord un peu déconnecté du centre ancien (PU), il s'agit d'une zone d'activités.</p> <p>Tous les bâtiments existants sont d'architecture récente, de formes parallélépipédiques, en général, et des terrains disponibles peuvent encore recevoir des installations.</p> <p>La distance avec le centre ancien et les vues depuis le château rendent la poursuite de la mutation architecturale possible.</p> <p>Il est proposé d'indicer le secteur PU du Moulin par l'indice « e » d'énergie et de l'appeler PUE.</p> <p>Une couverture photovoltaïque, visible de l'espace public pourra y être admise dans les conditions d'aspect définies au règlement.</p> <p>. Au secteur naturel des équipements sportifs du Vieux-Chatel, les bâtiments existants sont d'architecture récente, et les espaces disponibles peuvent encore recevoir des installations. La distance avec le centre ancien, environnement arboré et l'absence des vues depuis le château rendent la poursuite de la mutation architecturale possible.</p> <p>Il est proposé d'indicer le secteur PN par l'indice « e » d'énergie et de l'appeler PNe. Une couverture photovoltaïque, visible de l'espace public pourra y être admise dans les conditions d'aspect définies au règlement.</p> <p><i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur les grandes entités paysagères.</i></p>

4-3 GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU

Eau potable
Ne concerne pas l'AVAP. Sans objet.
Eaux usées
Ne concerne pas l'AVAP. Sans objet.
Eaux pluviales
Ne concerne pas l'AVAP. Sans objet.

4-4 PRISE EN COMPTE DES NUISANCES, POLLUTIONS ET PREVENTION DES RISQUES

Objectifs en matière de nuisances, de risques et de pollutions
<i>Les modifications n'ont pas d'incidences sur les nuisances et risques, ni sur les déplacements et la pollution de l'air.</i>

4-5 REDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DES ENERGIES RENOUVELABLES

Objectifs en matière d'énergies
<p><i>La modification doit permettre de rendre possible l'implantation de panneaux solaires sur les bâtiments publics, les équipements collectifs avec le souhait d'intégrer également les bâtiments d'activités économiques ainsi que des ombrières photovoltaïques</i></p> <p><i>Elle consiste à compléter les dispositions réglementaires relatives aux dispositifs solaires et photovoltaïques, sur les immeubles d'intérêt collectif et d'activités ou de commerces de grande dimension</i></p> <p><u><i>Les modifications ont une incidence positive le développement des énergies renouvelables et sur les économies d'énergies.</i></u></p>